

ERASMUS+
ET LE CONTINENT
AFRICAIN



SOMMAIRE

> ÉDITOS	P.4
> CONTEXTES EUROPÉEN ET NATIONAL	P.6
> RENFORCER LES ÉCHANGES D'ÉTUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS ENTRE LA FRANCE ET LE CONTINENT AFRICAIN	P.9
1. AVEC L'ACTION MOBILITÉ INTERNATIONALE DE CRÉDITS POUR DES ÉCHANGES ET DES COOPÉRATIONS CIBLÉES	P.9
2. AVEC L'ACTION ERASMUS MUNDUS POUR FINANCER DES MOBILITÉS D'EXCELLENCE	P.16
3. AVEC L'OUTIL DE MOBILITÉ VIRTUELLE ERASMUS+ VIRTUAL EXCHANGE	P.22
4. AVEC L'OUTIL DE MOBILITÉ VIRTUELLE ETWINNING PLUS	P.24
> DÉVELOPPER DES COOPÉRATIONS STRUCTURANTES ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS EUROPÉENS ET AFRICAINS	P.26
1. AVEC L'ACTION RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR SOUTENIR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	P.26
2. AVEC L'ACTION PARTENARIATS DE COOPÉRATION POUR L'ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INNOVATION	P.32
3. AVEC UNE ACTION PILOTE POUR DÉVELOPPER LES ÉCHANGES DANS LE SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	P.36
> SOUTENIR LA COOPÉRATION RÉGIONALE INTRA-AFRIQUE POUR DÉVELOPPER L'ESPACE AFRICAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	P.44
1. AVEC LE PROGRAMME DE MOBILITÉ UNIVERSITAIRE INTRA-AFRICAINE	P.44
2. AVEC D'AUTRES INITIATIVES INSTITUTIONNELLES	P.45





*> Nelly Fesseau, directrice de l'Agence
Erasmus+ France / Éducation Formation*

Le programme Erasmus+ ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne. Dans les domaines de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, de la jeunesse et du sport, le programme soutient des projets de mobilité et de partenariat mettant en relation des acteurs issus des 33 pays membres du programme avec ceux des pays partenaires, c'est-à-dire issus des autres pays du monde. Son objectif est de renforcer l'attractivité de l'Espace européen de l'Éducation, de contribuer au développement durable des pays partenaires et de soutenir l'action d'aide au développement de l'Union européenne. C'est ce que l'on appelle la dimension internationale d'Erasmus+.

Cette dimension internationale du programme accompagne la politique étrangère de l'Union européenne qui est principalement financée par l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI) à hauteur 79,5 milliards €. Le montant alloué au programme Erasmus+ est de 2,2 milliards €, la part dédiée aux mobilités et à la coopération avec le continent africain (Afrique subsaharienne - 570 millions € ; Pays du sud de la Méditerranée - 335 millions €) est en hausse ouvrant des opportunités importantes de coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation via Erasmus+.

Erasmus+ est un puissant outil de développement des mobilités et des coopérations entre l'Union européenne et les pays africains sur lequel les acteurs s'appuient. Les établissements d'enseignement supérieur français sont en effet très présents dans les actions Erasmus+ destinées à renforcer les liens entre l'Union européenne et le reste du monde : ils sont leaders de l'action masters conjoints Erasmus Mundus, ils montrent un engouement fort pour l'action mobilité internationale de crédits. Ils ont donc une vraie expertise à déployer des activités de coopération à l'international, notamment avec l'Afrique.

Le présent bilan illustre la diversité des activités Erasmus+ qui peuvent être menées entre des acteurs français et des acteurs africains. Nous espérons que les exemples de projets vous inspireront et vous engageront à développer de nouvelles collaborations avec vos homologues d'Afrique. L'ouverture des secteurs de l'enseignement et de la formation professionnels et du sport à l'international favorise l'accès au programme pour de nouveaux acteurs et publics. Plus de jeunes vont ainsi pouvoir bénéficier du programme Erasmus+, à la fois dans les pays partenaires et en Europe. Un enjeu fort quand on sait que l'engagement des jeunes est un élément essentiel à la construction de sociétés fondées sur la confiance mutuelle et la compréhension interculturelle.

Septembre 2024



> *Mahamadou Habibou,*
membre de l'African Students and Alumni Forum (ASAF)

L'ASAF est une plateforme qui offre des opportunités d'échange, de collaboration et de renforcement des capacités aux bénéficiaires africains des bourses de mobilité internationale financée par l'Union européenne et par l'Union africaine.

Elle souhaite améliorer sa visibilité au sein de la communauté de l'enseignement supérieur en Afrique en promouvant notamment sa participation au sein du processus éducatif mais aussi en sensibilisant les étudiants aux opportunités de mobilité internationale. Son objectif : améliorer l'esprit entrepreneurial des jeunes africains en renforçant leurs compétences en matière de participation et de leadership.

Elle s'appuie sur des étudiants bénévoles, sur leur diversité et sur leur riche expérience en matière de mobilités, pour développer les échanges entre les établissements d'enseignement supérieur européens et les universités africaines, et pour promouvoir les mobilités internationales entre les deux continents.

L'ASAF vise par ailleurs à devenir un forum inclusif et transculturel qui contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (SDG) des Nations Unies et des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (« L'Afrique que nous voulons »), et à une coopération efficace entre l'Union africaine et l'Union européenne. C'est pourquoi elle participe aux dialogues politiques entre l'Union africaine et l'Union européenne dans le cadre du partenariat Afrique-UE et de l'Alliance Afrique-UE qui soutiennent les investissements et les emplois durables. C'est avec grand intérêt qu'elle suit également les échanges du sommet Afrique-France 2021 et avec plaisir qu'elle participe à ce bilan « Erasmus+ et le continent africain ».

Elle souhaite que ce document puisse éveiller des idées de coopération chez les établissements africains et européens et susciter des envies de mobilité chez les étudiants et enseignants des deux continents.



CONTEXTES EUROPÉEN ET NATIONAL

L'Afrique est le voisin le plus proche de l'Europe. Les liens qui unissent l'Afrique et l'Union européenne sont vastes et profonds et résultent de l'Histoire, de leur proximité et des intérêts communs. Dans une infographie datant de mars 2020, l'Union européenne a résumé la politique de partenariat qu'elle a menée ces dernières années avec l'Afrique en matière d'aide à la transition verte et à l'accès aux énergies, à la transformation numérique, à la croissance durable et à l'emploi, à la sécurité ou encore à la migration.

Avec le 28^{ème} sommet Afrique-France qui se tiendra à Montpellier du 7 au 9 octobre 2021 et le prochain sommet Union européenne-Union africaine programmé à Bruxelles en 2022 (initialement prévu en octobre 2020), les mois à venir sont importants pour les relations Afrique-UE et leurs liens devraient encore davantage se renforcer. A Montpellier, le sommet Afrique-France impliquera des acteurs de la société civile (entrepreneurs, intellectuels, jeunes leaders, chercheurs, artistes, sportifs...) qui porteront un regard moins « diplomatique » sur la relation Afrique - France, et valorisa des partenariats innovants

et structurants. A Bruxelles, le sommet Union européenne-Union africaine vise à ouvrir la voie à un partenariat plus fort et plus ambitieux entre les deux continents. [Dans un communiqué de presse](#), la Commission européenne a détaillé, le 9 mars 2020, cette nouvelle stratégie de coopération. Celle-ci s'appuie sur dix axes principaux, dont la transition verte, la transformation numérique, la croissance durable, les compétences et l'emploi, la paix, la gouvernance, ou encore la migration et la mobilité.



Cette stratégie montre qu'investir dans les personnes, en particulier dans la jeunesse et les femmes, est d'une importance capitale pour construire un partenariat encore plus solide entre les deux continents. Au

cours des quinze prochaines années, quelques 375 millions de jeunes Africains devraient atteindre l'âge de travailler. Il est donc proposé que l'UE intensifie sa coopération universitaire et scientifique avec les établissements africains, et développe également les échanges dans le domaine de la formation technique et professionnelle. Les coopérations dans le domaine de l'enseignement supérieur sont déjà nombreuses et très positives, comme l'ont montré la participation de l'Afrique à la Conférence ministérielle européenne de l'enseignement supérieur, dite Conférence du processus de Bologne, les 24 et 25 mai 2018 à Paris, et les projets financés par le programme européen Erasmus+.

Erasmus+ est en effet un levier fort pour la coopération et la mobilité internationale entre les pays européens et les pays africains. Organisée par l'Agence Erasmus+ France / Education Formation, en avril 2018, la conférence européenne « Erasmus+, les nouveaux défis de l'enseignement supérieur » a consacré un atelier aux coopérations avec le continent africain via Erasmus+. Les différents échanges et interventions ont montré que les actions Erasmus+ stimulent :

- **Un espace de mobilités encadrées pour des flux réciproques** : la mobilité - des étudiants, des enseignants et des personnels

administratifs - initiée dans le cadre du programme Erasmus+ ou du programme de mobilité intra-Afrique est un véritable outil de coopération internationale et régionale.

- **Des projets structurants pour un bénéfice mutuel** : les projets Erasmus+ impliquant des partenaires européens et africains s'inscrivent dans une relation symétrique et structurante. Ils permettent de moderniser les structures, de renforcer les capacités des équipes, d'impulser un changement des pratiques et des représentations, aussi bien du côté africain qu'européen.

- **Des projets innovants pour répondre aux enjeux sociaux et économiques** : les projets bénéficient d'échanges dans les approches pédagogiques et d'un positionnement dans l'environnement socio-économique. Les coopérations Afrique-UE sont donc particulièrement innovantes et introduisent de nouvelles méthodes d'apprentissage.

- **La visibilité et l'impact des initiatives** : les résultats des projets Erasmus+ sont diffusés auprès des citoyens, des professionnels, des médias et des décideurs politiques. Cette visibilité permet une plus grande reconnaissance et un meilleur accompagnement institutionnel des projets. C'est avec cet objectif que les établissements africains participent aux #ErasmusDays depuis 2017.



FOCUS #ERASMUSDAYS



A chaque nouvelle édition des #Erasmusdays, les établissements africains sont plus nombreux à participer et la mobilisation des Alumni est également très forte.

En 2020, 10 pays du continent africain ont participé à la quatrième édition des #ErasmusDays, soit 134 événements organisés. Quelques exemples d'événements :

- En Algérie, parmi les 104 événements organisés, l'Université Badji Mokhtar de Annaba invitait ses étudiants à une rencontre virtuelle avec d'autres étudiants d'universités méditerranéennes pour assurer une continuité dans l'internationalisation malgré les restrictions sanitaires.
- Au Kenya, la Délégation de l'Union européenne organisait une fête du programme Erasmus+ sur Facebook grâce à la participation de deux influenceurs locaux.
- En Afrique du sud, l'Université de Johannesburg organisait un direct sur ses réseaux sociaux sur l'employabilité des jeunes après leurs études.
- En Egypte, l'association de jeunesse JovesSolides organisait la deuxième édition du Festival #ErasmusDays en Egypte et dans le Moyen Orient, un événement d'échanges interculturels pour faire découvrir aux jeunes marocains et arabes le programme Erasmus+.
- En Lybie, le Bureau national Erasmus+ présentait les atouts du programme Erasmus+ aux autorités nationales (représentants de ministères, de la société civile et des universités).
- Au Maroc, la Plateforme marocaine de l'Economie sociale et solidaire et de l'Environnement présentait son projet Erasmus+ de lutte contre le harcèlement sur internet et l'exclusion.
- En Tunisie, le Centre national des Technologies dans l'Education organisait un webinar pour promouvoir la plateforme eTwinning et sa valeur dans le contexte sanitaire actuel.

Par ailleurs, il faut noter l'implication en 2020 de la Jordanie, d'Israël et de la Palestine :

- En Israël, le Collège académique Gordon de Haifa partageait son expérience de soutien aux étudiants internationaux pendant la crise sanitaire internationale.
- En Jordanie, l'Université Al-Zaytoonah de Ammam diffusait un atelier numérique de conception et commercialisation de l'artisanat traditionnel jordanien et syrien.
- En Palestine, le personnel de l'Université palestinienne Al-Azhar de la Ville de Gaza réalisait une sculpture sur la plage de la ville pour inaugurer son projet Erasmus+ ECNAD sur la nutrition et les pratiques alimentaires.

RENFORCER LES ÉCHANGES D'ÉTUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS ENTRE LA FRANCE ET LE CONTINENT AFRICAIN

> 1. AVEC L'ACTION MOBILITÉ INTERNATIONALE DE CRÉDITS POUR DES ÉCHANGES ET DES COOPÉRATIONS CIBLÉES

Depuis 2015, le programme Erasmus+ étend la mobilité de l'enseignement supérieur au-delà de l'Europe, à destination ou au départ de pays dits partenaires grâce à des accords signés entre les établissements d'enseignement supérieur : c'est l'action [mobilité internationale de crédits](#). L'objectif de cette action est triple : soutenir l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur ; mettre en avant la richesse et l'attractivité de l'enseignement supérieur européen ; promouvoir la coopération avec les pays partenaires en lien avec la politique extérieure de l'Union européenne.

Cette action, qui a suscité l'engouement des établissements d'enseignement supérieur français,

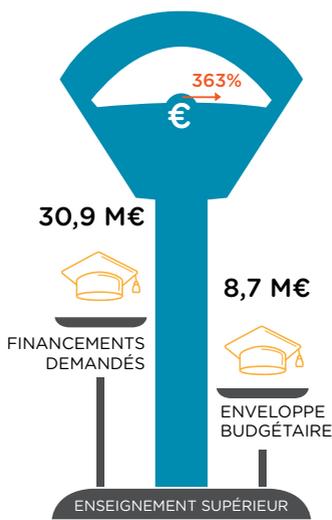
est maintenue dans la nouvelle programmation 2021-2027, et s'ouvre même aux apprenants de l'enseignement et de la formation professionnels qui pourront eux-aussi réaliser une mobilité en dehors de l'Europe avec Erasmus+.

La nouvelle [Alliance Afrique-Europe](#) a été annoncée en 2018 par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, dans son [discours sur l'état de l'Union](#). Il y a présenté la mobilité des étudiants et du personnel comme une priorité essentielle pour l'investissement durable et pour l'emploi, et s'est engagé à ce que, d'ici 2027, l'UE soutienne la mobilité Erasmus+ de 105 000 étudiants et universitaires africains.



En 2020, le budget de l'action destiné à financer des mobilités entre les établissements français et les établissements du reste du monde s'élevait à 20 millions €, dont 8,7 millions € pour les mobilités avec les établissements d'Afrique. Un quart des mobilités demandées ont été

financées et les mobilités soutenues sont majoritairement des mobilités d'études entrantes. Cependant, **les financements restent insuffisants pour financer tous les projets de qualité reçus. Le budget demandé est plus de trois fois supérieur au budget disponible.**



CHIFFRES 2020 POUR LES ÉCHANGES AFRIQUE-EUROPE

+ 12 %

de financements demandés en 2020 par rapport à 2019

Entre 2015 et 2020, 6 272 mobilités ont été financées en provenance de ou vers 26 pays du continent africain (Afrique du Sud, Algérie, Benin, Burkina-Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Ile Maurice, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie) :

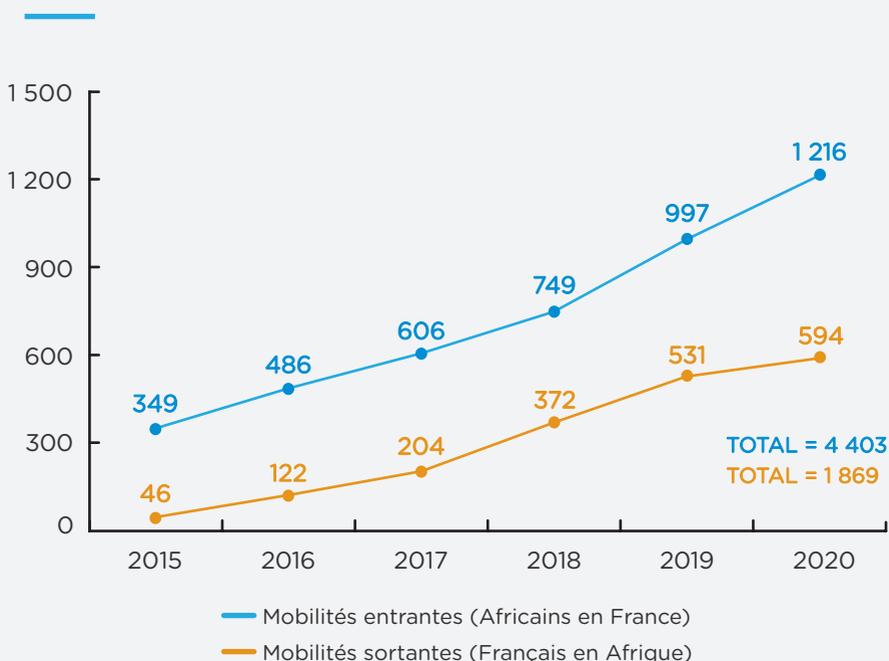
- 3 211 mobilités d'étudiants (2 815 Africains vers la France et 396 Français vers l'Afrique) ;

- 3 061 mobilités de personnels (1 588 Africains vers la France et 1 473 Français vers l'Afrique).

En 2015, 5 pays africains participaient à des projets de mobilité internationale de crédits.

En 2020, ils étaient 21. Les pays les plus dynamiques, tant pour la mobilité entrante que pour la mobilité sortante, sont la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Sénégal, suivis par Madagascar, la Côte d'Ivoire et l'Egypte.

EVOLUTION DU NOMBRE DES MOBILITÉS AU DÉPART OU À DESTINATION DE L'AFRIQUE FINANCÉES PAR L'ACTION MOBILITÉ INTERNATIONALE DE CRÉDITS ERASMUS+



PROJET



- ▶ **NATURE DU PROJET :**
Projet de mobilité internationale de crédits
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université de la Réunion
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
26 mois (du 01/06/2016 au 31/07/2018)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
147 905 €

- ▶ **NATURE DU PROJET :**
Projet de mobilité internationale de crédits
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université de la Réunion
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
26 mois (du 01/06/2018 au 31/07/2020)
- ▶ **SUBVENTIONS EUROPÉENNES :**
688 614 €

- ▶ **PARTENAIRES :**
Afrique du Sud, Australie, Cambodge, Chine, Comores, Éthiopie, Inde, Kenya, Madagascar, Maroc, Mozambique, République de Maurice, Seychelles, Swaziland et Tanzanie.



- ▶ **L'ENJEU :**
Mettre en synergie fonds européens (Erasmus+, INTERREG) et fonds propres pour développer l'attractivité de son territoire.

➤ Devenir une référence sur l'axe Afrique-Asie

La seule université européenne de l'océan Indien

Le saviez-vous ? L'Université de la Réunion est la seule université française et européenne de l'océan indien. Forte de cette spécificité, elle ambitionne de devenir une référence sur l'axe Afrique-Asie, et mise pour cela sur le développement de liens avec d'autres établissements de la zone.

Au cœur de cette politique : la création, en 2016, d'un programme de bourses

d'excellence destiné à attirer des étudiants originaires de 13 pays partenaires de la zone Afrique-Asie venus suivre leur deuxième année de master, voire y effectuer un doctorat. D'un montant de 7 100 € sur 10 mois, ces bourses sont financées sur des fonds propres. D'autres financements – régionaux et européens – complètent l'initiative et en renforcent la portée. L'université a ainsi bénéficié, à plusieurs reprises, du soutien du programme Erasmus+ dans le cadre de projets de mobilité internationale de crédits.

Un large éventail d'aides

Depuis le lancement des bourses d'excellence, ils sont 32 étudiants à en avoir bénéficié (sur 244 candidats) et à avoir intégré l'un des 23 masters de l'université ouverts au dispositif, dans des domaines aussi divers que l'informatique, les lettres ou le tourisme... Après leur année de master, quatre d'entre eux ont obtenu une allocation doctorale de la Région de la Réunion. Ces allocations ont été délivrées dans le cadre du programme INTERREG V Océan Indien et financées par le fonds européen de développement régional (FEDER).

Des projets de mobilité internationale de crédits ont également soutenu la venue d'étudiants internationaux en leur offrant des bourses de mobilité ainsi qu'une aide financière pour couvrir leurs frais de voyage. Huit étudiants malgaches et quatre étudiants cambodgiens ont bénéficié d'un premier projet de mobilité internationale de crédits (2016-2018) et un autre projet (2018-2020) impliquant de nouveaux établissements partenaires issus du Maroc, d'Afrique du Sud, du Liban et d'Inde a été mis en œuvre.

Cap vers l'Asie

Pour renforcer davantage sa visibilité dans la zone océan Indien, l'Université de la Réunion se mobilise sur la création de nouvelles formations délocalisées, telles qu'un master en génie civil à l'île Maurice (Université des Mascareignes) qui a accueilli sa première promotion à la rentrée 2019. Une formation en énergie est en projet dans l'archipel des Comores et l'idée, à terme, est de créer des doubles diplômes.

Un nouveau projet de mobilité internationale de crédits a été déposé. Il concerne 13 pays : les partenaires historiques de l'université et de nouveaux, localisés en Asie. Depuis 2019, l'Université de la Réunion compte d'ailleurs la Chine parmi les partenaires de son programme de bourses d'excellence, avec un soutien financier de 15 000 € du Gouvernement chinois.



Témoignage

Anne-Francoise Zattara-Gros, vice-présidente des relations internationales et de la coopération régionale à l'Université de la Réunion :



« Mobiliser différents financements qui se complètent entre eux nous permet de faire face aux contraintes de coûts qu'entraînent notre situation géographique et qui pourraient décourager les mobilités. Les projets mobilité internationale de crédits ont été une formidable opportunité pour l'Université de la Réunion. Outre la venue d'étudiants, ils ont aussi permis à nos enseignants de se rendre dans nos universités partenaires. 15 missions d'enseignement se sont par exemples déroulées à l'Université catholique de Madagascar en l'espace de deux ans ! L'occasion de dispenser des cours, mais aussi de communiquer auprès des étudiants locaux sur les possibilités d'accueil que nous leur offrons, d'identifier les meilleurs profils... Ce type d'échanges est un ingrédient essentiel pour renforcer nos relations avec d'autres établissements dans la zone océan indien élargie. »



➤ Pour aller plus loin : <https://www.univ-reunion.fr> ✨

PROJET

▶ NATURE DU PROJET :

Projet de mobilité internationale de crédits

▶ PORTEUR DU PROJET :

École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (Ensatt)

▶ DURÉE DU PROJET :

36 mois (du 01/06/2018 au 31/05/2021)

▶ SUBVENTIONS ERASMUS+ :

137 888 €

▶ PARTENAIRES :

- Bénin
- France
- Mali



CN
MSD
CONSERVATOIRE
NATIONAL
SUPERIEUR
MUSIQUE ET DANSE
DE LYON

➤ Pulsations 2.1 fait battre à l'unisson le cœur d'artistes européens et africains

Si les voyages forment la jeunesse, ils constituent aussi, pour les artistes, des opportunités de collaborations uniques qui permettent de croiser les esthétiques et d'ouvrir les horizons. Forts de cette conviction, deux établissements lyonnais, l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (Ensatt) et le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon (CNSMD Lyon), ont misé sur un projet Erasmus+

de mobilité internationale de crédits. Il s'agissait, en prévision de la saison Africa 2020, de provoquer la rencontre entre jeunes africains et européens, pour réaliser des œuvres communes dans le cadre de résidences artistiques. Chacune des deux écoles s'est donc tournée vers l'un de ses partenaires de longue date : l'EITB (Ecole internationale de théâtre du Bénin) pour l'Ensatt, et l'Institut des arts de Bamako au Mali pour le CNSMD Lyon.

Une pièce de théâtre et une création sonore

En novembre 2019, cinq étudiants de DEETC (Diplôme d'établissement d'enseignement théâtral complémentaire) de l'Ensatt ont pu se rendre au Bénin durant deux semaines pour travailler avec cinq étudiants de l'EITB (École internationale de théâtre du Bénin). Cette mobilité a été suivie d'une seconde de six semaines à partir de mars 2020. De cette rencontre sont nés deux projets : une pièce de théâtre, intitulée La ceriseraie, ainsi qu'une création sonore, Ears meeting beyond horizon. Celle-ci a été conçue depuis Lyon, par deux étudiants compositeurs du CNSMD Lyon et un étudiant en conception sonore de l'Ensatt, à partir de sons captés au Bénin lors des mobilités ainsi que des mots enregistrés par un conteur malien. Ces œuvres ont déjà pu être appréciées par le public au Togo, au Bénin, au Mali et en France. Une belle victoire pour les partenaires, qui, confrontés à la crise sanitaire, ont été contraints de renoncer à plusieurs déplacements en France, comme en Afrique.

Une résidence artistique à Lyon en avril 2022

La démarche, désormais baptisée « Pulsations 2.1 » pour rappeler les battements d'un cœur, doit encore se poursuivre jusqu'en avril 2022 avec de nouvelles représentations. Aux œuvres issues du projet s'ajoute un spectacle co-créé par l'Ensatt et la Shems'y Ecole Nationale de Cirque du Maroc, qui doit être donné à Lyon en septembre 2021.

Enfin, des danseurs et musiciens maliens sont attendus en France en avril 2022, pour une résidence artistique suivie d'un festival. Loin de se reposer sur leurs lauriers, l'Ensatt et le CNSMD Lyon gardent le regard tourné vers l'avenir : ils ont développé d'autres partenariats dans le cadre d'un nouveau

projet de mobilité internationale de crédits déposé en 2021, tourné cette fois vers l'Afrique du Sud.



Témoignages

Olivia Château, directrice développement, partenariats et coopération internationale à l'Ensatt



« L'une des retombées majeures de ce projet est qu'il a permis de tisser de nouveaux liens entre établissements. En effet, la responsable des relations internationales du CNSMD Lyon a pu se rendre au Bénin, posant peut-être les premiers jalons de futures collaborations avec l'EITB, avec lequel l'Ensatt travaille depuis 10 ans. De même, cette démarche est une opportunité pour l'Ensatt de se rapprocher de l'Institut des arts de Bamako ! »

Isabelle Replumaz, cheffe du service international et coordinatrice Erasmus+ au CNSMD Lyon

« A l'avenir, notre souhait commun est de constituer une large plateforme européenno-africaine sur le thème de la transculturalité. L'objectif est de développer des projets entre structures des deux continents, mais aussi – et c'est une dimension qui nous semble essentielle – de favoriser les initiatives entre pays africains ! »



➤ Pour aller plus loin :

<https://www.ensatt.fr/international/lensatt-dans-le-monde-pulsations-2-1/>

> 2. AVEC L'ACTION ERASMUS MUNDUS POUR FINANCER DES MOBILITÉS D'EXCELLENCE

Les masters conjoints Erasmus Mundus visent à renforcer l'attractivité de l'enseignement supérieur européen et l'employabilité des étudiants en soutenant des formations d'excellence au niveau master et en offrant des bourses aux meilleurs étudiants du monde. Ce sont des programmes d'études intégrés mis en œuvre par un consortium d'établissements de pays programme et de pays partenaires du programme Erasmus+.

Depuis 2014, près de 1 016 étudiants

africains ont obtenu une bourse pour intégrer un master conjoint Erasmus Mundus en Europe, dont 270 ont rejoint un master coordonné par un établissement français. Par ailleurs, 13 masters conjoints Erasmus Mundus sont délivrés conjointement par des établissements français et africains. Ces implications amorcent l'une des nouveautés du programme Erasmus+ 2021-2027 : l'ouverture du statut de partenaire ou de coordinateur d'un master conjoint Erasmus Mundus aux établissements des pays partenaires.



FOCUS

L'African Students and Alumni Forum (ASAF) est une plateforme à destination des étudiants, alumni et professionnels africains souhaitant ou ayant bénéficié de bourses de mobilité internationale financées par l'Union européenne ou par l'Union africaine. En plus de promouvoir les dispositifs de mobilité financés par l'Union européenne et par l'Union africaine, elle offre des possibilités d'échanges, de collaborations et de renforcement des capacités.

Animée par des bénévoles, elle est financée par l'Union européenne et cogérée avec l'Union africaine.



ILS SONT MEMBRES OU UTILISATEURS DE L'ASAF ET ILS TÉMOIGNENT

Cosmas Kombat Lambini
Masters conjoints Erasmus Mundus



Je pense que l'ASAF est une excellente initiative de l'Union européenne et aussi de la Commission africaine. Parce que je pense que l'Afrique a besoin d'une représentation des étudiants dans l'enseignement supérieur. Je pense que l'ASAF pourrait offrir aux étudiants africains la possibilité de créer des réseaux et de développer des compétences en matière d'entrepreneuriat.

L'ASAF leur donne aussi la possibilité de collaborer entre eux.

Mohamed Baha Said
Mobilité internationale des crédits



J'ai rejoint l'ASAF pour me mettre de plus en plus au défi, car je le considérais comme une grande opportunité pour moi. L'ASAF est le meilleur forum car il permet de travailler main dans la main avec d'autres étudiants pour changer les choses en Afrique.

PROJET

- ▶ **NATURE DU PROJET :**
Master conjoint Erasmus Mundus
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
60 mois (du 01/09/2017 au 31/08/2022)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
3 163 000 €



▶ PARTENAIRES :

- Brésil
- Espagne
- Italie
- Mexique
- Portugal
- République tchèque
- Tunisie



▶ TITRE DU PROJET :

TPTI (Techniques, Patrimoine et Territoires de l'Industrie : histoire, valorisation, didactique).

➤ Un master international dédié au patrimoine technique et industriel

Un juste équilibre entre théorie et pratique

Cursus international créé en 2008, le master Techniques, Patrimoine et Territoires de l'Industrie : histoire, valorisation, didactique (TPTI) associe les spécialités et les expertises de grandes universités du monde entier dans les domaines du patrimoine technique, artisanal et industriel. En combinant à la fois théorie et pratique, grâce à l'étude de terrain, TPTI propose aux étudiants d'approfondir leurs connaissances, de perfectionner leurs capacités d'analyse et de développer des

compétences en gestion de projets, et les prépare aux métiers de la recherche, du patrimoine et de la médiation culturelle.



Les enseignants aussi

Des activités scientifiques, dont un atelier international annuel, sont régulièrement organisées au profit des équipes enseignantes des universités du consortium et des personnels des institutions associées. Ces rencontres permettent d'améliorer la cohérence et la qualité des enseignements, et d'enrichir les pratiques pédagogiques.

Un parcours et un rayonnement à l'international

Chaque promotion compte environ 25 étudiants - dont une grande majorité bénéficie d'une bourse Erasmus+ - venus des quatre coins du monde : Europe, Afrique et Amérique du Sud. Tous doivent passer un semestre dans chacune des trois universités diplômantes : l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne reconnue pour ses enseignements en histoire des sciences et des techniques ; l'Université de Padoue spécialisée dans l'histoire du patrimoine industriel ; et l'Université d'Evora experte en histoire des paysages culturels. Le dernier semestre, les étudiants orientent leur parcours en choisissant l'une des spécialités enseignées par les six autres établissements partenaires.

TPTI bénéficie d'un excellent taux d'insertion professionnelle : 72% des diplômés trouvent un emploi à l'issue du master et 23% s'orientent vers un doctorat. Le cursus contribue par ailleurs à améliorer la qualité de l'enseignement sur le patrimoine technique et industriel et à développer la politique de valorisation de cette nouvelle forme de patrimoine dans les pays partenaires situés hors Europe. D'anciens étudiants occupent en effet des postes dans des universités et des institutions culturelles africaines : universités de Maroua (Cameroun), de Ouagadougou (Burkina Faso), de Tlemcen (Algérie), Institut national du patrimoine de Tunis (Tunisie)... C'est en ce sens que le master TPTI joue un rôle dans la préservation du patrimoine technique et industriel dans le monde



Témoignage

Innocent Koffi Diezou, jeune diplômé originaire de Côte d'Ivoire :



« TPTI offre une expertise indéniable quant à la compréhension et à l'étude des patrimoines culturels, archéologiques et industriels à travers le monde. De plus, cette formation offre une autre perspective majeure dans le domaine de la recherche-action. En effet, de nombreuses industries africaines sont des héritages de la période coloniale. Aujourd'hui, ces industries ferment - à l'instar de plusieurs usines européennes. Or, cette multitude d'espaces construits et abandonnés méritent d'être pris en compte dans le cadre de l'archéologie industrielle ! Il s'agira de mettre en place des projets d'étude de ces sites et de les inscrire dans le réseau du patrimoine industriel à l'échelle mondiale. »



Le saviez-vous ?

29% des masters communs Erasmus Mundus sélectionnés en 2020 sont coordonnés par un établissement d'enseignement supérieur français et 67% impliquent au moins un organisme français.



➤ Pour aller plus loin :

<https://www.tpti.eu/fr> ✨



SARA CHERGAOUI, originaire du Maroc et doctorante à l'Université catholique de Louvain (Belgique), est diplômée du master « Erasmus Mundus Master in Membrane Engineering for a Sustainable World »

« Mon admission au master Erasmus Mundus a été l'une des plus belles nouvelles que j'ai reçues. Je me suis sentie heureuse tout au long des deux années et le cursus a toujours répondu à mes attentes.

Avec les 29 autres étudiants de ma promotion, nous avons commencé notre parcours à Montpellier, à l'Institut Européen des Membranes, où nous avons suivi des cours sur les techniques de caractérisation, les statistiques et l'environnement. Au bout d'un mois, la moitié de la promotion, dont je faisais partie, a poursuivi son apprentissage à Toulouse, à l'Université Paul Sabatier, où elle a approfondi les phénomènes de transport, la thermodynamique et la science de la séparation. Le premier semestre a donc permis d'asseoir les bases nécessaires à l'étude des membranes. Puis, j'ai suivi mon second semestre à l'Université de chimie et de technologie de Prague, avant de rejoindre l'Université catholique de Louvain, en Belgique, pour y réaliser un stage de recherche de deux mois. J'ai ensuite poursuivi mon parcours à Lisbonne avant de repartir à Louvain pour y travailler mon mémoire.

Concernant les dépenses de la vie, elles variaient d'un pays à l'autre, mais la bourse Erasmus Mundus était suffisante pour couvrir les déplacements, le loyer et les autres frais.

Pendant ces deux années, les coordinateurs du master nous ont accompagnés dans nos démarches liées au visa, au logement... Ils ont traité avec délicatesse toutes nos préoccupations, qu'elles soient d'ordre académiques ou personnelles. Les cours étaient dispensés par des professeurs venus du monde entier qui étaient dûment impliqués et généreux dans le partage de leur expérience et de leurs connaissances. Les autres étudiants ont été extrêmement gentils et je garde de très beaux souvenirs des voyages et des dîners culturels que nous avons partagés. Un entourage positif et enrichissant ! Je suis donc tellement reconnaissante et je recommande aux autres étudiants de postuler à un master Erasmus Mundus. »



MAHAMADOU HABIBOU, originaire du Sénégal et chargé d'études actuarielles, a suivi une partie de ses études en Europe grâce à une bourse Erasmus Mundus

« J'ai un diplôme d'ingénieur des travaux statistiques obtenu à l'Ecole nationale de la statistique et de l'analyse économique du Sénégal. En 2015, j'ai eu la chance de bénéficier d'une bourse Erasmus Mundus pour poursuivre mes études en France, à l'Université de Lille III, où j'ai suivi le master « mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales » (MIASHS). Ça a été une belle expérience qui m'a permis de rencontrer et d'échanger avec d'autres étudiants venant d'horizons différents. J'ai d'autant plus développé mon ouverture d'esprit que j'ai également bénéficié de mobilités au sein d'autres établissements européens, en Allemagne, Belgique, Luxembourg ou encore Pays-Bas. Ces nombreuses mobilités ont été une opportunité formidable pour moi de me retrouver au sein d'un environnement multiculturel composé d'étudiants venus du monde entier et ne parlant souvent pas la même langue que moi. Grâce à cette expérience, je suis plus polyvalent, plus indépendant et plus sociable. Des qualités que je mets à profit tant dans ma vie professionnelle que personnelle. »



> 3. AVEC L'OUTIL DE MOBILITÉ VIRTUELLE ERASMUS+ VIRTUAL EXCHANGE

Erasmus+ Virtual Exchange est un projet pilote mis en œuvre par un consortium d'organisations : Search for Common Ground, la Fondation Anna Lindh, UNIMED, la Fondation Sharing Perspectives, Soliya, UNICollaboration, Kiron Open Higher Education et Migration Matters.

De 2018 à 2020, il a permis à presque 30 000 jeunes, enseignants et travailleurs du secteur jeunesse issus des pays d'Europe et du sud de la Méditerranée de partager et de découvrir en ligne des méthodes d'enseignement innovantes et des programmes éducatifs novateurs basés sur le travail collaboratif interculturel. Les participants

ont ainsi noué des liens avec des personnes originaires de pays comme l'Allemagne, la Finlande, la Libye, le Maroc, la Syrie ou encore la Turquie, sans devoir traverser de frontières ou prendre l'avion.

Le rapport « Erasmus+ Virtual Exchange 2018-2019 Achievements Report » révèle les impacts du projet sur ses utilisateurs. On y apprend par exemple que 88 % des utilisateurs estiment que leur expérience a eu un impact positif sur leurs capacités à travailler dans un environnement multiculturel. Un bilan positif qui permet d'envisager le déploiement du projet dans d'autres régions du monde à partir de 2022.

27 214

Personnes ont participé aux formations et aux échanges du projet Erasmus+ Virtual Exchange

23 126

Jeunes ont participé à des activités d'échange

2 538

Personnes ont été formées à la facilitation du dialogue

1 000

Éducateurs et animateurs socio-éducatifs ont été formés aux échanges virtuels

550

Personnes ont été formées pour animer des débats



ERASMUS+ « VIRTUAL EXCHANGE NOUS A OUVERT L'ESPRIT »

Originaires de Bulgarie, Ivan, Ivo et Alex ont participé au programme Erasmus+ Virtual Exchange pour se préparer à leur séjour en Ouganda réalisé dans le cadre d'un projet de Service volontaire européen (aujourd'hui appelé Corps européen de Solidarité).

« Les formations au développement de projets d'échanges virtuels et à la facilitation du dialogue nous ont permis d'acquérir des compétences essentielles pour notre mission, mais aussi de nous ouvrir à une autre culture » explique Alex. « Les valeurs ne sont pas les mêmes en Ouganda, ce qui complique parfois la communication. Il faut donc savoir s'adapter et trouver un terrain d'entente. Les échanges virtuels ont réellement changé notre façon de voir le monde. Erasmus+ Virtual Exchange nous a ouvert l'esprit, tout en nous permettant de développer nos connaissances et nos capacités à communiquer », ajoute Ivo.

[...]

Pour Ivan, le programme Erasmus+ Virtual Exchange permet surtout de développer des compétences d'écoute intelligente. « Il s'agit non seulement d'écouter ce que la personne dit, mais aussi de comprendre ce qui est plus implicite, pour poser les bonnes questions par la suite. La communication est essentielle pour comprendre les besoins de la population locale et faire de notre mieux pour y répondre ». [...]

> La totalité de l'article est à découvrir sur le [portail européen de la Jeunesse](#)

> 4. AVEC L'OUTIL DE MOBILITÉ VIRTUELLE ETWINNING PLUS

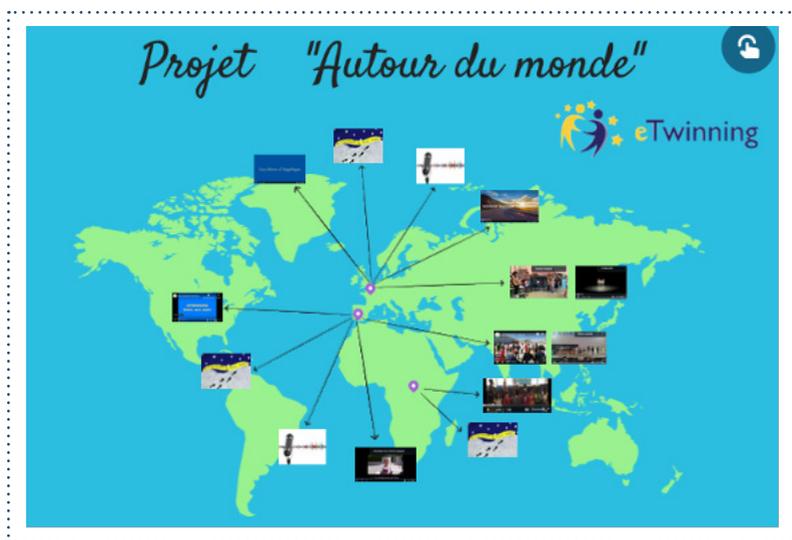


eTwinning Plus est une extension de la plateforme eTwinning. Elle s'adresse aux enseignants des établissements scolaires des pays partenaires et leur offre la possibilité de prendre part à la communauté

eTwinning et de collaborer à des projets de coopération. Avec une participation dans plus de 1500 projets, les établissements tunisiens sont particulièrement actifs dans le dispositif eTwinning Plus.



EXEMPLE DE PROJET



➤ Découvrir la culture centrafricaine

Récompensé par le Prix eTwinning 2019, le projet « Autour du monde » rassemble deux classes maternelles, française et centrafricaine, et une classe espagnole de niveau élémentaire. Les élèves ont découvert la culture de leur jeunes partenaires au travers de chants de Noël, ou encore de spécialités culinaires partagés sur le Twin Space du projet. Ils ont également collaboré sur des projets communs, tels que la réalisation d'un conte de Noël numérique, la création d'un escape game ou encore la mise en ligne d'une web-radio culinaire. Autant d'échanges et de partages qui contribuent à enrichir ces jeunes

citoyens du monde et à ouvrir leurs esprits.

[Découvrir le Twin Space du projet](#)



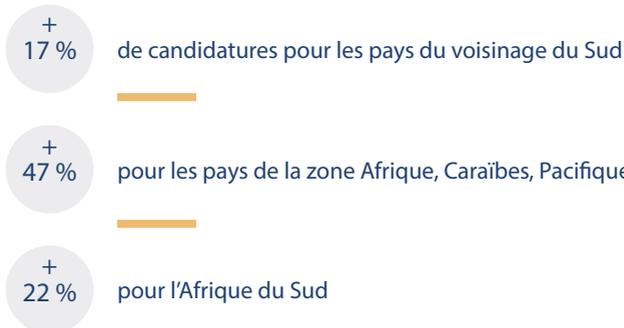
DÉVELOPPER DES COOPÉRATIONS STRUCTURANTES ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS EUROPÉENS ET AFRICAINS

> 1. AVEC L'ACTION RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR SOUTENIR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les projets de renforcement des capacités impliquent des établissements d'enseignement supérieur du programme Erasmus+ et des pays partenaires du voisinage de l'est et du sud, des Balkans occidentaux, de l'Asie Centrale, de la Russie, de l'Asie, de l'Amérique Latine et des pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique et de la zone Irak, Iran, Yémen. Ils soutiennent la modernisation des

systèmes d'enseignement supérieur avec trois grandes priorités : la réforme des curricula, la réforme de la gouvernance des systèmes d'enseignement supérieur, et le renforcement des liens entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises. Ils perçoivent une subvention Erasmus+ allant jusqu'à 1 million d'€ pour trois ans.

A l'échelle européenne, il faut noter, qu'en 2020, le nombre de candidatures a augmenté pour toutes les régions, et notamment pour le continent africain :



Entre 2014 et 2020, au niveau européen, 275 des projets sélectionnés impliquaient des établissements issus de la zone Afrique-Caraïbe-Pacifique, des pays du sud de la Méditerranée et d'Afrique du Sud. Ils étaient 1 700 établissements à bénéficier de fonds Erasmus+ pour moderniser leur curricula et leur gouvernance avec le soutien de leurs partenaires européens.

Il est à noter que 25% des projets sélectionnés impliquaient des établissements français et africains.

Les deux projets de renforcement des capacités sélectionnés en 2020 impliquant une structure africaine et coordonnés par un établissement français sont :

- **Le projet « ENHANCE »** (strENgthening skills and training expertise for tunisiAN and morroCan transition to industry 4.0 Era), piloté par l'Université Lumière Lyon 2. Son objectif : moderniser les industries tunisiennes et marocaines et améliorer leurs performances en les soutenant dans leur transformation en industries 4.0 (utilisation d'une automatisation dite intelligente sur les chaînes de production).

- **Le projet « WEMag »** (Women Entrepreneurs in the MAGhreb), piloté par le centre de formation IPAG. Objectif : développer l'esprit entrepreneurial des jeunes diplômées du Maghreb grâce à un module de formation dédié dispensé à l'université, à un accompagnement au développement de leur réseau professionnel, et à une formation des enseignants universitaires.



PROJET



- ▶ **TITRE DU PROJET :**
MOSE-FIC (Mise en œuvre des standards européens au bénéfice des formations d'ingénieur au Cameroun)
- ▶ **NATURE DU PROJET :**
renforcement des capacités (action centralisée)
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université de technologie de Troyes
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
36 mois
(du 15/10/2017 au 14/10/2020)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
985 426 €

- ▶ **TITRE DU PROJET :**
ASICIAO (Appropriation des standards internationaux pour la structuration de formations d'ingénieur en Afrique de l'Ouest)
- ▶ **NATURE DU PROJET :**
renforcement des capacités (action centralisée)
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université de technologie de Troyes
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
36 mois
(du 15/01/2019 au 14/01/2022)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
997 616 €

▶ PARTENAIRES :

- Belgique
- Bulgarie
- Cameroun
- France
- Sénégal
- Togo



▶ L'ENJEU :

Accompagner des partenaires africains dans le développement de cursus d'ingénieur adaptés au marché international du travail.



Soutenir l'essor de formations d'ingénieur de qualité en Afrique

Une demande des entreprises et des étudiants

Accompagner des établissements camerounais, sénégalais et togolais pour qu'ils structurent une offre de formations d'ingénieur répondant aux standards internationaux, telle est l'ambition de

deux projets Erasmus+ de renforcement des capacités portés par l'Université de technologie de Troyes (UTT) : MOSE-FIC et ASICIAO. L'augmentation exponentielle du nombre d'étudiants dans ces trois pays d'Afrique, conjuguée aux besoins croissants des industriels de recruter

des professionnels formés, pousse les établissements africains à améliorer la qualité de leurs enseignements.

Pas question cependant de « copier-coller » les formations européennes existantes. Ces projets reposent au contraire sur une coopération équilibrée et accompagnent les partenaires africains pour qu'ils construisent eux-mêmes des cursus adaptés à leurs besoins et à leur environnement. À terme, ces derniers aspirent à obtenir le label EUR-ACE. Délivré par la Commission des titres d'ingénieur (CTI), ce label assurera à leurs cursus une reconnaissance en Europe et une forte notoriété à l'international.

Répartition des tâches

Dans le cadre du projet MOSE-FIC associant le Cameroun, le travail a été découpé en « lots de tâches » échelonnés sur toute la durée du projet : analyse du cadre institutionnel et du contexte socio-économique, positionnement pédagogique, étude de faisabilité... Chaque lot est piloté par l'un des établissements partenaires. Tous les deux mois, les partenaires européens se rendent à Douala et Yaoundé pour y dispenser des formations. À deux reprises, une dizaine d'enseignants camerounais appelés à occuper des postes d'encadrement ont effectué une période d'immersion d'un trimestre dans un établissement européen partenaire.

Le projet ASICIAO qui allie le Sénégal et le Togo vient de démarrer et est entré dans sa phase de cadrage. Ses attendus sont un peu différents de ceux de MOSE-FIC : outre la mise à niveau des formations dispensées par les partenaires africains, il envisage de créer de nouvelles spécialités, telles que les mathématiques appliquées, qui développent des compétences recherchées sur le marché international du travail.

Vers un essai local des savoir-faire

Le déploiement du système de qualité et

des programmes de formation créés par MOSE-FIC a eu lieu en 2020 dans les quatre établissements camerounais impliqués. Ces derniers seront dorénavant en capacité de faire évoluer leurs cursus en conformité avec les standards internationaux sans aucun appui extérieur. L'objectif du projet était aussi de faire d'eux des développeurs auprès des autres établissements camerounais. Après avoir procédé à l'évaluation de la démarche, ils rédigeront un guide de bonnes pratiques et travailleront à la mise en place d'une commission des directeurs des écoles d'ingénieur destinée à mener des actions d'influence.

Bien que les pays associés soient confrontés à des problématiques différentes, le projet ASICIAO bénéficiera de l'expérience acquise grâce à MOSE-FIC.



Témoignage

Timothée Toury, responsable des projets MOSE-FIC et ASICIAO, enseignant-chercheur à l'Université de Troyes :



« Ces deux projets partent du principe qu'il appartient à nos partenaires de construire leur définition de l'ingénieur africain, et non pas à nous de la leur souffler. Nous étions là pour les accompagner ; les actions de coopération, de développement et de transfert des compétences sont au cœur de la mission des universités. On peut aussi y voir une démarche de diplomatie « douce ». Car n'oublions pas que c'est en Afrique que se joue l'avenir de la langue française, qui est aussi la langue de l'ingénierie. Le nombre de ses locuteurs y croît proportionnellement au développement de la population. »



➤ Pour aller plus loin :

<https://www.mosefic.eu> | <https://www.asicioo.eu>





- ▶ **TITRE DU PROJET :**
MEDSOL (Strengthening Capacities of South-Mediterranean Higher Education Institutions in the Field of Solar Energy by Enhancing Links among Applied Research, Business and Education)
- ▶ **NATURE DU PROJET :**
renforcement des capacités (action centralisée)
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Université de Strasbourg
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
36 mois (du 15/10/2016 au 14/10/2019)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
1 640 118 €

▶ PARTENAIRES :

- Belgique
- Égypte
- Espagne
- France
- Italie
- Maroc
- Norvège
- Portugal



▶ L'ENJEU :

Utiliser la complémentarité entre les programmes H2020 et Erasmus+ pour rapprocher ses stratégies de recherche et de formation.



Outiller le rapprochement formation-recherche

Un projet Erasmus+ pour prolonger un projet Horizon 2020

Ressource envisagée pour relever le défi de la transition énergétique, l'énergie solaire offre de nouvelles opportunités aux pays de la rive sud de la Méditerranée. Ces pays, qui ont besoin de personnels formés

pour monter en puissance sur ce secteur, souhaitent améliorer la qualité de leurs formations aux métiers de l'énergie solaire. C'est pourquoi, depuis 2013, l'Université de Strasbourg (Unistra) partage avec des universités marocaines et égyptiennes son expertise en ingénierie des matériaux dont

l'une des applications est le photovoltaïque. Une coopération menée, dans un premier temps, dans le cadre du projet EUROSUNMED (2013-2017). Soutenu par le programme européen Horizon 2020 pour la recherche et l'innovation, EUROSUNMED visait le développement de nouvelles technologies autour des énergies solaire et photovoltaïque, ainsi que la mise en coopération d'acteurs européens avec des acteurs marocains et égyptiens. En 2016, les partenaires ont anticipé son prolongement avec MEDSOL (2016-2019). Projet Erasmus+ de renforcement des capacités, il favorise le transfert de compétences des institutions européennes impliquées vers les partenaires marocains et égyptiens. Caroline Carlot-Schmitt, ingénieur en projets internationaux à l'Unistra, explique que « chaque projet a ouvert la porte au suivant, dans une logique de continuité et de partage de l'excellence scientifique et de l'expertise d'ingénierie de formation ».

Mettre en synergie recherche et formation

Les actions réalisées ont concerné tant la formation que la recherche. Pour Caroline Carlot-Schmitt, ce lien formation-recherche a été possible grâce à « l'étroite collaboration qui a été menée entre l'Unistra et le site alsacien du CNRS », mais aussi grâce à la structuration d'un « service d'ingénierie de projets commun à la formation et à la recherche, compétent à la fois sur H2020 et Erasmus+ ».

Ce lien se retrouve dans le contenu même des projets qui utilisent le principe de la formation par la recherche et qui initient de nombreux échanges de chercheurs, d'enseignants, de doctorants, d'étudiants et d'ingénieurs.

Une association gagnante

Plusieurs étudiants marocains et égyptiens ayant bénéficié de MEDSOL ont présenté leur candidature pour poursuivre leur

doctorat au sein de l'Unistra. Le projet a donc permis de développer la visibilité de l'établissement et de renforcer son attractivité au niveau international. Une coopération nord-sud gagnant-gagnant.

Et alors que le projet MEDSOL s'achève, l'Unistra poursuit sa coopération avec l'Université Mohammed V de Rabat (Maroc) en créant un double-diplôme de niveau master en énergie solaire. Pour financer ces nouvelles mobilités, l'Unistra s'appuie sur les bourses octroyées par son projet d'Initiative d'Excellence (IdEx) intitulé « Par-delà les frontières – l'Université de Strasbourg » et associant le CNRS et l'Inserm.

Témoignage

Aziz Dinia, responsable de la spécialité Matériaux à l'ECPM (École européenne de chimie, polymères et matériaux), Université de Strasbourg :



« Le bilan de MEDSOL et d'EUROSUNMED est très positif. Les étudiants marocains et égyptiens ont beaucoup appris dans nos laboratoires qui sont reconnus mondialement. Ils vont pouvoir apporter ce savoir nouveau au niveau local. Quant à nos collègues enseignants-chercheurs participants, ils sont désormais en mesure de mettre en place de nouvelles techniques d'enseignement et de recherche dans leurs établissements. De notre côté, nous sommes très satisfaits de former ces jeunes. Certains postulent au doctorat et sont très bons. Le fait d'avoir effectué leur stage chez nous leur donne une meilleure assise et leur permettra de poursuivre en doctorat dans de meilleures conditions. »



➤ Pour aller plus loin : <http://medsol.aui.ma>

> 2. AVEC L'ACTION PARTENARIATS DE COOPÉRATION POUR L'ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INNOVATION

Les [projets de partenariats de coopération](#) impliquent au moins trois établissements venant de trois pays participants au programme Erasmus+. Ils peuvent également inclure des structures issues de pays partenaires comme l'Afrique, si elles apportent une plus-value essentielle au projet. Cette possibilité est maintenue dans le programme Erasmus+ 2021-2027.

L'innovation et l'échange de bonnes pratiques sont au cœur de ces

projets qui visent à améliorer la qualité de l'enseignement, à soutenir la modernisation institutionnelle, et à développer l'innovation sociale et l'esprit d'entreprise. Ils perçoivent une subvention Erasmus+ pouvant aller jusqu'à 450 000 € pour trois ans. Ces projets sont ouverts à tous les secteurs éducatifs : enseignement scolaire, enseignement et formation professionnels, enseignement supérieur, éducation des adultes, jeunesse et sport.



Depuis 2014, 10 projets de partenariats incluant des organismes africains ont été financés parmi lesquels :

► Dans le secteur de l'enseignement supérieur :

Projet « **IDEAL** » (Infectious Diseases teaching - Europe / Africa learning).

Coordonné par l'Université de Paris, il associe un hôpital et une école de médecine en **Ouganda** et des universités de médecine en Belgique, Italie et Royaume-Uni. Il vise à créer un programme et des outils de formation innovants pour la médecine (plateforme e-learning, web-séminaires...).

► Dans le secteur de l'éducation des adultes :

Projet « **Célébrer la diversité culturelle dans l'espace urbain** » par la compagnie Samba Résille.

Avec l'Afrique du Sud. Le projet s'adresse aux médiateurs et aux animateurs de quartiers. Il soutient l'échange de bonnes pratiques et la construction de réponses novatrices facilitant la sécurisation des espaces publics et la célébration de la diversité culturelle dans ces lieux.



Projet « **Creative Prisma** » (CREATIVE PRoduction In Social entreprises for Migrants and Asylum seekers), par Boreal Innovation (une coopérative d'activité et d'emplois dédiée aux métiers du numérique, de la communication et du multimédia).

Avec la Tunisie. Le projet soutient les initiatives de création d'entreprise ou d'innovations portées par des demandeurs d'asiles et des migrants dans l'objectif de les aider à s'insérer sur le marché du travail de leur pays d'accueil.

► Dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels :

Projet « **SPOTS** » (Sustainable Projects for Organisations of the Third Sector), par l'Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID).

Avec l'Algérie. Son objectif : créer trois formations pour faciliter le développement de projets. L'une à l'attention des porteurs de projets pour les former aux attentes des financeurs. Une seconde à destination des financeurs pour les sensibiliser aux difficultés des porteurs de projets dans leur recherche de financements. Enfin, la dernière pour les organismes de formation pour leur donner les clefs d'un bon accompagnement des porteurs de projets et des financeurs.



- ▶ **TITRE DU PROJET :**
ELISSE (E-Learning for Intercultural Skills in Social Education)
- ▶ **NATURE DU PROJET :**
projet de partenariat de l'enseignement supérieur
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Institut de travail social de la Région Auvergne (Istra)
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
36 mois (du 01/09/2017 au 31/08/2020)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
258 938 €

▶ **PARTENAIRES :**

- Belgique
- Canada
- Côte d'Ivoire
- France
- Italie
- Madagascar
- Pays-Bas
- Portugal
- Sénégal
- Vietnam



▶ **L'ENJEU :**

S'appuyer sur le programme Erasmus+ pour développer un partenariat nord-sud favorable à l'innovation pédagogique.

➤ Développer l'habileté interculturelle des futurs travailleurs sociaux

Comprendre pour mieux accompagner

Comment se comprendre lorsque l'on est issu de cultures différentes ? La question revêt une dimension très concrète pour les futurs travailleurs sociaux qui, à l'heure où la gestion des flux migratoires alimente de nombreux débats en Europe, sont appelés à accompagner des personnes venues d'horizons et de contextes sociaux divers. Une mission pour laquelle ils doivent être outillés.

Cinq écoles et universités européennes formant des travailleurs sociaux et deux établissements québécois se sont unis pour élaborer une réponse originale. Leur idée ? Organiser pour leurs étudiants des stages vers quatre destinations dites « du sud », où ils seront « jumelés » avec des jeunes du pays d'accueil et avec d'autres jeunes « du nord ». L'occasion de confronter leurs perceptions pour des échanges riches en apprentissages. Les compétences interculturelles développées

sont validées par les partenaires grâce à un accompagnement pédagogique à distance réalisé via des outils d'e-learning.

Le pari du e-learning

Porté par l'Institut de travail social de la Région Auvergne (Istra), la démarche est soutenue par le projet Erasmus+ ELISSE et a associé cinq établissements de pays partenaires du programme (Canada, Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal et Vietnam). Après une phase de diagnostic, les partenaires des dix pays ont développé ensemble un parcours de formation en anglais et en français, reposant sur neuf outils thématiques : réaliser son « iceberg culturel » pour mieux se connaître, gérer les conflits éthiques, appréhender différents modes de communication... Le recours aux nouvelles technologies a été possible grâce aux compétences de l'un des partenaires, le Cégep régional de Lanaudière (Canada).

À la rentrée 2018, les premiers étudiants bénéficiaires sont partis chez les partenaires et ont testé en conditions réelles les outils développés. L'objectif initial de 40 mobilités sur trois ans a été rapidement dépassé : 30 jeunes sont partis au premier semestre et ils ont été une vingtaine à tenter l'expérience au second semestre. Des mobilités ont aussi été organisées entre pays « du nord » ou dans le sens sud-nord : deux étudiantes françaises ont, par exemple, effectué leur stage au Portugal, au contact d'étudiants belges et portugais ; un étudiant sénégalais a été accueilli au Québec.

Des outils de formation en accès libre

Les dernières étapes du projet ont consisté à évaluer et à perfectionner la formation, et à mener des actions de valorisation, dont une conférence de clôture du projet et des événements en Italie, France, Portugal et Pays-Bas.

Les modules d'e-learning développés ont été mis en accès libre sur la plateforme Moodle et proposés aux étudiants en mobilité des

400 écoles de formation sociale du réseau Unaforis. L'Istra réfléchit aux moyens de maintenir la dynamique du projet et envisage de déposer un projet Erasmus+ de mobilité internationale de crédits associant le Vietnam ou le Québec.

Témoignages

Céline Dran, directrice des formations à l'Istra :

« Notre parcours de formation permet de faire de l'expérience à l'étranger une réussite, aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan personnel. C'est un outil précieux pour accompagner les mobilités internationales et nous envisageons de le déployer et de le proposer à l'ensemble de nos étudiants qui partiront à l'étranger. »

Jean Malbos, chargé des mobilités et projets internationaux à l'Istra :

« Ce partenariat a été une chance. Nos étudiants profitent désormais de nos relations privilégiées avec 10 établissements dans le monde pour aller à la rencontre de l'autre, et nous avons enrichi notre offre de formations pour une meilleure compréhension interculturelle. Au départ, le e-learning n'était pas dans notre culture. Nous proposons à présent plus de 50 heures de travail en ligne à nos jeunes en mobilité ! C'est la preuve qu'on peut être une petite école, se lancer dans l'aventure Erasmus+ et obtenir des résultats. Cela crée une dynamique et nous donne l'envie de nous investir dans d'autres projets. »



➤ Pour aller plus loin :

<http://elisse.itsra.net>

> 3. AVEC UNE ACTION PILOTE POUR DÉVELOPPER LES ÉCHANGES DANS LE SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

« *Nous allons approfondir notre collaboration et nos échanges dans l'éducation, l'évolution technologique, les connaissances, les compétences, la recherche ainsi que dans le développement pour répondre efficacement aux besoins spécifiques de nos économies et lancer des actions innovantes dans les domaines de l'enseignement et de la formation scientifiques, techniques et professionnels, de l'emploi des jeunes et de l'entrepreneuriat pour accroître la capacité d'insertion professionnelle des jeunes* ». Cet extrait est issu de la [déclaration commune](#) faite par les chefs des Etats membres de l'Union européenne et de l'Union africaine intitulée « *Investir dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et le développement durable* » à l'issue du 5^{ème} sommet Union africaine - Union européenne qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2017, à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Il

annonce une initiative commune dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels que détaille le site du [partenariat Afrique - UE](#). Il s'agit des projets pilotes de mobilité dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels qui ont vu le jour en 2019 grâce à un appel à propositions lancé à l'automne 2018 et doté d'un budget de 5 M€.

Ces projets financent des mobilités d'enseignants, de formateurs et d'apprenants, mais également le renforcement de la capacité des acteurs africains à offrir un enseignement professionnel de meilleure qualité. Les projets sélectionnés donnent des enseignements utiles pour le programme Erasmus+ qui prévoit d'ouvrir à l'international ses activités de mobilité dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels au cours de sa programmation 2021-2027.



#ERASMUS DAYS

établissements africains et européens,
participez aux #ErasmusDays
et organisez votre évènement



▶ TITRE DU PROJET :

A joint alliance to develop a mobility scheme and share best practices between African and European VET systems (Overstep)

▶ NATURE DU PROJET :

Action pilote de mobilité vers ou au départ des pays de l'élargissement et de l'Afrique

▶ PORTEUR DU PROJET :

Glocal srl (Italie)

▶ DURÉE DU PROJET :

40 mois (de 2020 à 2023)

▶ SUBVENTIONS ERASMUS+ :

2 487 449 €



▶ PARTENAIRES :

- Afrique du Sud
- Bénin
- Cap Vert
- Cameroun
- Espagne
- France
- Gabon
- Italie
- Kenya
- Mali
- Nigéria
- Sénégal
- Tunisie

➤ Échanger les pratiques pour renforcer l'employabilité des jeunes

En 2050, selon les projections de l'ONU, 50% des Africains auront moins de 25 ans. L'employabilité et l'insertion des jeunes sur le marché du travail constituent donc un enjeu de poids pour tous les pays du continent africain qui aspirent à développer leur offre de formation professionnelle. L'implémentation en Afrique de la formation professionnelle en alternance, voie royale vers l'emploi,

est l'un des axes privilégiés. En réponse, le projet pilote Overstep, qui rassemble des établissements d'enseignement professionnel de 10 pays africains et trois partenaires européens, vise à permettre la rencontre des personnels encadrants et enseignants, via l'organisation de mobilités en Afrique et en Europe, pour échanger leurs méthodes et pratiques.

15 jours de « Job shadowing »

80 Européens doivent ainsi partir en Afrique pendant 15 jours pour réaliser une mission de « Job Shadowing » (observation au poste de travail). Au printemps 2021, le centre de formation en langues Newdeal Institut, basé à Bordeaux et partenaire du projet, a lancé un appel à candidatures et mobilisé son réseau d'établissements afin de recruter 20 enseignants et formateurs français volontaires, soit deux par pays africain impliqué. La date de départ est fixée à septembre 2021, le temps de mener à terme le processus de sélection et d'organiser une réunion d'information pour tous les participants. En 2022, ces derniers accueilleront à leur tour leurs homologues africains dans les locaux de leur établissement.

De jeunes africains expérimentent la formation en alternance

Dernière étape de la démarche, 200 jeunes africains - 100 étudiants et 100 jeunes diplômés - effectueront, en 2023, un séjour d'un à trois mois en Europe où ils auront l'occasion d'expérimenter la pédagogie de l'alternance. Habitué des projets Erasmus+, Newdeal Institut se prépare à prendre en charge une trentaine d'entre eux, et à organiser leur placement en entreprise dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et de l'agroalimentaire. En parallèle, d'autres jeunes seront attendus en Italie, en Espagne et à Malte, pour une expérience humaine et professionnelle riche qui constituera un véritable atout pour leur insertion.



Témoignage

Anne-Laure Fernandez, directrice de Newdeal Institut

« C'est une belle opportunité pour nous de participer au projet Overstep, d'être les premiers à monter une démarche novatrice et de travailler avec le continent africain. De par notre rôle dans la coordination, nous allons beaucoup apprendre sur les bonnes pratiques de tous les établissements impliqués. Nous souhaitons que les différentes mobilités amorcent des liens de long terme entre écoles et centres de formation des deux continents, de manière à ce qu'ils puissent, à l'avenir, monter leurs propres projets en toute autonomie. »

Overstep et Newdeal Institut c'est...



10 pays
Africains



40 stagiaires placés
par Newdeal Institut



40 mobilités
de professeurs



> Pour aller plus loin :

<https://world.newdealinstitut.com/tout/groupe-erasmus/communique-de-presse-projet-overstep/>



- ▶ **TITRE DU PROJET :**
Supporting Alliance for African Mobility (SAAM)
- ▶ **NATURE DU PROJET :**
Action pilote de mobilité vers ou au départ des pays de l'élargissement et de l'Afrique
- ▶ **PORTEUR DU PROJET :**
Centro San Viator (Espagne)
- ▶ **DURÉE DU PROJET :**
40 mois (de 2020 à 2023)
- ▶ **SUBVENTIONS ERASMUS+ :**
4 039 788 €



▶ PARTENAIRES :

- Allemagne
- Angola
- Belgique
- Bénin
- Burkina Faso
- Cameroun
- Cap Vert
- Côte d'Ivoire
- Espagne
- Érythrée
- France
- Grèce
- Italie
- Kenya
- Liberia
- Malawi
- Mali
- Malte
- Nigéria
- Portugal
- Sénégal
- Soudan
- Tchad
- Tunisie

▶ Construire des liens durables entre centres de formation professionnelle africains et européens

« Ensemble ». Telle est, en Afrikaans, la signification du mot « Saam ». Un nom tout trouvé pour une alliance ambitieuse réunissant pas moins de 32 établissements de formation et ONG issus de 16 pays africains et 8 pays européens. Soutenus par l'Union africaine et l'Union européenne, ils se sont fixés pour objectif de faire

évoluer leurs systèmes respectifs de formation professionnelle - via l'échange de connaissances, de méthodologies et de bonnes pratiques - et de développer la mobilité des apprenants entre les deux continents. D'une durée de 40 mois, la démarche est focalisée sur les filières de l'agriculture, du tourisme et de l'ingénierie.

Une analyse des systèmes de formation africains

Première étape du projet, des trinômes multinationaux, composés de personnels des établissements européens, ont pour mission d'analyser les systèmes de formation professionnelle de chacun des pays africains partenaires, et de formuler des recommandations en vue de leur structuration et de leur modernisation. L'internationalisation de l'enseignement et le développement de la formation en alternance en Afrique font partie des objectifs affichés. Parmi les participants, la SEPR, centre de formation français, qui prend part au projet en se concentrant sur quatre pays africains : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal.

Malgré la crise sanitaire, qui a fortement perturbé le déroulement du projet, des échanges ont pu se tenir par visioconférence depuis début 2020. Et puisque rien ne vaut le présentiel, au moins un membre de chaque trinôme devrait pouvoir effectuer une mobilité en Afrique d'ici octobre 2021. Par ailleurs, un séminaire intermédiaire, organisé en présentiel, doit se tenir en juin 2021 au Kenya, et auquel la SEPR a prévu d'assister.

300 apprenants attendus en Europe

En attendant, des représentants des structures pilotes et coordinatrices du projet - le centre de formation SanViator et l'association Mundus - vont à la rencontre des établissements partenaires en Afrique. Une centaine de personnels d'établissements africains sera attendue en Europe, dès que possible, pour un séjour de deux semaines auprès de leurs pairs européens. Ils y observeront les méthodes pédagogiques et le fonctionnement du service des relations internationales.

Enfin, en 2023, plus de 300 apprenants africains leur emboîteront le pas, pour des mobilités de stage et de formation d'une durée d'un à deux mois... dont une vingtaine

seront accueillis en France. Objectif : ouvrir la voie à beaucoup d'autres !



Témoignage

Claire Challande-Osuna, directrice du département international de la SEPR

« Depuis plus de trente ans, la SEPR porte une politique forte en matière d'ouverture internationale. Jusqu'à récemment, nos relations avec le continent africain étaient limitées. Notre participation à SAAM est une expérience très riche, qui bénéficie à tous les acteurs. Les échanges avec nos pairs africains nous poussent à nous questionner, à sortir de notre zone de confort et à élargir nos horizons. Je suis fière de participer à un projet aussi ambitieux, qui va permettre de créer des liens durables entre les partenaires des deux continents, au service de la formation professionnelle ! ».

25 COUNTRIES TOGETHER FOR VET EDUCATION



➤ Pour aller plus loin :

<https://saam.global/> ✨



> AMPLIFIER AVEC ERASMUS+ LES PROJETS DE COOPÉRATION POUR DÉVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La coopération agricole est l'une des cinq missions confiées à l'enseignement agricole. Bien qu'elle concerne prioritairement les pays de l'Union européenne élargie, elle implique aussi les pays du sud. C'est dans ce cadre que le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation accompagne les réformes de la formation agricole et rurale en Afrique. Pour y parvenir, il s'appuie notamment sur les mobilités réciproques des étudiants et des personnels.

A partir de 2022, la nouvelle programmation Erasmus+ 2021-2027 ouvrira les mobilités de l'enseignement et de la formation professionnels à l'international. Jusque-là réservées à l'enseignement supérieur, **ces mobilités hors Europe permettront d'accompagner, de consolider et de développer les projets de coopération de l'enseignement agricole technique sur le volet formation.**

Plusieurs enjeux motivent cette dynamique de coopération avec l'Afrique :

1. La nécessité d'accroître la production agricole. Avec la forte croissance démographique annoncée qui, selon les Nations

Unies, porterait la population mondiale à près de 10 milliards d'individus à l'horizon 2050, les besoins alimentaires, notamment en Afrique subsaharienne où la population aura doublé, vont fortement augmenter.

2. L'appui au développement économique. Avec une population très jeune, les pays africains doivent pouvoir offrir un avenir à leur jeunesse. Le développement des compétences et l'employabilité sont au premier plan des problématiques auxquelles les pays africains doivent faire face.

A la suite du discours du Président de la République, à Ouagadougou, le 28 novembre 2017, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a réaffirmé le caractère structurant des partenariats engagés avec les pays africains et décliné la stratégie de mobilisation de l'enseignement agricole et vétérinaire en quatre axes :

1. Soutenir les réformes des dispositifs de formation agricole et rurale en Afrique ;
2. Intensifier la mobilité réciproque des étudiants et des enseignants ;
3. Co-construire un réseau Afrique-France en faveur du développement

de formations croisées et de doubles diplômes ;

4. Soutenir les jeunes agriculteurs, éleveurs, transformateurs et entrepreneurs africains.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les projets Erasmus+ de la nouvelle programmation, pour un appui à la coopération dans le secteur de l'enseignement technique agricole.

Quelques exemples de partenariats entre des pays africains et la France dans le domaine de l'enseignement technique agricole :

1. Coopérations avec le Cameroun :

- Depuis 2008, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, via l'Institut Agro de Montpellier, est engagé dans un programme de rénovation du dispositif de formation professionnelle agropastorale et halieutique bénéficiant notamment au Cameroun. Le programme a soutenu des projets (dont le [projet FABA](#)) visant à créer du contenu et des outils pédagogiques destinés à accompagner la transformation de la production (banane, ananas, manioc, cacao...).

- Né en 2010, le projet « Keka Wongan » associe le Lycée agricole Nantes Terre Atlantique et le Collège régional d'agriculture d'Ebolowa, localisé dans le sud du Cameroun. Dans une logique de circuits-courts et de commerce équitable, le projet a permis de

valoriser, par la transformation locale en chocolat, les fèves de cacao produites sur place.

2. Coopération avec la Côte d'Ivoire :

- Le plan « Enseigner à produire autrement » soutient le déploiement de l'agroécologie. C'est dans ce cadre que l'association Agriculteurs Français et Développement International (AFDI) porte un [projet d'appui](#) aux organisations de producteurs de cacao de Côte d'Ivoire visant à les accompagner vers une agriculture durable.

3. Coopérations avec le Sénégal :

- La création du [Campus franco-sénégalais](#) résulte de la volonté forte des dirigeants des deux pays. Situé à 30km de la capitale, à Diamniadio, il a ouvert ses portes en septembre 2019. Il propose 15 formations dans les domaines de l'agronomie et de l'agriculture, du numérique et des mathématiques, de l'ingénierie et du développement durable.

- [Des initiatives soutenues par l'Ambassade de France](#) sont également à noter, dont un AgroBootCamp (une semaine de formation intensive ayant rassemblé une quarantaine d'agripreneurs agroécologistes) ou des renforcements de capacité ayant bénéficié à plus de 900 femmes productrices et formatrices.



SOUTENIR LA COOPÉRATION RÉGIONALE INTRA-AFRIQUE POUR DÉVELOPPER L'ESPACE AFRICAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

> 1. AVEC LE PROGRAMME DE MOBILITÉ UNIVERSITAIRE INTRA-AFRICAINE

Mis en place par l'Union européenne en 2011, le programme [Intra-Afrique](#) est un programme de mobilités entre établissements d'enseignement supérieur africains qui implique la participation d'universités européennes en qualité de partenaires techniques. Il vise à soutenir la mobilité étudiante

et académique en Afrique pour contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, à travers l'harmonisation des programmes, et pour accroître les connaissances linguistiques, culturelles et professionnelles des étudiants et personnels, à travers des expériences de mobilité.

Entre 2016 et 2020, 28 projets ont été sélectionnés. Au total, ce sont 79 établissements d'enseignement supérieur issus de 25 pays africains et 28 établissements d'enseignement supérieur issus de 12 pays européens qui sont impliqués.

Avec un budget de 9,8 M€, l'appel à projets 2020 (4ème appel à projets) a permis de financer environ 350 mobilités réparties sur 8 projets dotés chacun d'un budget compris entre 1 et 1,4 M€.



La France est présente, en qualité de partenaire technique, dans cinq des 28 projets financés :

Le projet AFRIDI (Appui à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation pour le Développement Intra-Afrique), dans le domaine des sciences naturelles et de l'environnement.

Sélectionné en 2019 et piloté par l'Université de Tunis El Manar (Tunisie). Partenaires : Université de Tlemcen (Algérie), Université Ouagadougou - Pr Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso), Université de Douala (Cameroun), **Université de Perpignan (France)**, Université d'Antananarivo (Madagascar) et Université Gaston Berger (Sénégal).

Le projet BRAINS (moBility for Research and African IntegratioN through health Sciences), dans le domaine des sciences de la santé.

Sélectionné en 2020 et piloté par l'Université de Strathmore (Kenya). Partenaires : Université du Cap (Afrique du Sud), **Université Polytechnique Hauts-de-France (France)**, Université des sciences de la santé de Libreville (Gabon), Université du Ghana (Ghana), Université Hassan II de Casablanca (Maroc), Université de Tunis El Manar (Tunisie).

> 2. AVEC D'AUTRES INITIATIVES INSTITUTIONNELLES

- **L'initiative Tuning Africa** est financée par l'Union européenne, en partenariat avec l'Union africaine. Elle soutient, à travers une collaboration intra-africaine améliorée, l'harmonisation des programmes de l'enseignement supérieur et la création d'un espace africain de l'enseignement supérieur qui soit revitalisé, distinctif, attractif et globalement compétitif.

- **L'initiative HAQAA** (HARmonisation de la Qualité et de l'Accréditation de l'enseignement supérieur Africain) est financée par la Commission européenne dans le cadre du partenariat stratégique Afrique-UE. Elle soutient le développement d'un système harmonisé d'assurance de la qualité et d'accréditation au niveau institutionnel, national, régional et panafricain. La première phase (HAQAA1) a été réalisée entre 2016 et 2018. La phase 2 (2019-2022) vise à tirer parti des résultats de la première, à les améliorer et à les promouvoir.





Dans les secteurs de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, de la jeunesse et du sport, la dimension internationale d'Erasmus+ soutient des projets de mobilité et de partenariat entre les 33 pays membres du programme et les pays partenaires du reste du monde.

Elle est financée par l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI). Le montant alloué au programme Erasmus+ s'élève à 2,2 milliards €. La part dédiée aux mobilités et à la coopération avec le continent Africain est en hausse, ouvrant, des opportunités importantes de coopération dans le domaine de l'éducation via Erasmus+.

Par exemple, près de 50 % du budget Erasmus+ consacré à l'Afrique subsaharienne (570 millions €) et aux pays du sud de la Méditerranée (335 millions €) finance des mobilités d'étudiants et de personnel dans les deux sens.

La dimension internationale d'Erasmus+ a pour objectif d'aider

les organisations européennes à faire face aux défis liés à la mondialisation, aux changements climatiques et au passage au numérique. Les échanges et les coopérations avec les pays partenaires qu'elle soutient contribuent à renforcer le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial.

En parallèle, les actions du programme Erasmus+ contribuent à promouvoir des valeurs et des principes et à soutenir des intérêts centrés sur des priorités communes, notamment en ce qui concerne le développement humain et institutionnel, le changement climatique, la transition numérique, la croissance et l'emploi, la bonne gouvernance ainsi que la paix et la sécurité. L'engagement des jeunes dans les pays partenaires est un élément essentiel pour construire des sociétés plus résilientes, fondées sur la confiance mutuelle et la compréhension interculturelle.

Les actions du programme Erasmus+ 2021-2027 sont davantage ouvertes à l'international :

- Les mobilités avec les pays partenaires, déjà possibles dans l'enseignement supérieur, s'ouvrent au secteur de l'enseignement et de la formation professionnels.

- Les projets de renforcement des capacités des organismes des pays partenaires, déjà possibles dans les secteurs de l'enseignement supérieur et de la jeunesse, s'ouvrent également aux secteurs de l'enseignement et de la formation professionnels et du sport.

- Les organismes des pays partenaires peuvent dorénavant s'engager en tant que coordinateurs dans des projets de renforcement des capacités de l'enseignement supérieur et dans des masters conjoints Erasmus Mundus, ce qui permettra de renforcer l'impact de leur investissement.

- Les réseaux thématiques Jean Monnet proposent aux établissements d'enseignement supérieur européens et africains de collecter, partager et échanger sur des résultats de recherche ou des contenus de cours concernant les relations entre l'Union européenne et l'Afrique

- Les points focaux nationaux Erasmus+ constituent un réseau d'accompagnement qui fournit des informations et des conseils sur le terrain aux candidats à travers le monde : 35 à ce jour en Afrique Subsaharienne. Créés en 2023, ils sont complémentaires aux bureaux nationaux Erasmus+ déjà présents notamment dans les pays du sud de la Méditerranée.

#ERASMUS DAYS

VOUS ORGANISEZ UN ÉVÈNEMENT #ERASMUSDAYS ?

Téléchargez gratuitement
le kit numérique de communication









Erasmus+
Enrichit les vies, ouvre les esprits.

© Agence Erasmus+ France / Education Formation

Septembre 2024



*Réalisé avec le soutien financier de la Commission européenne.
Le contenu de cette publication et l'usage qui pourrait en être fait n'engagent pas la responsabilité de la Commission européenne.*

Copyright photos : Shutterstock Images

AGENCE ERASMUS+ FRANCE / EDUCATION FORMATION
9 rue des gamins
33080 BORDEAUX Cedex
05 56 00 94 00

www.agence.erasmus.fr

